

# OMBRES ET LUMIÈRES DE LA DÉMOCRATIE

Catherine Lalumière

Ces premiers jours d'octobre 2006 sont à marquer d'une pierre blanche : l'Union européenne vient de décider d'accueillir deux nouveaux membres le 1<sup>er</sup> janvier 2007. La Bulgarie et la Roumanie rejoignent la famille.

Je suis particulièrement heureuse d'être parmi vous, à Sofia, en cette période de grand bonheur, qui me rappelle un autre moment de bonheur lorsque la Bulgarie entra, en 1992, au Conseil de l'Europe dont j'étais à l'époque la Secrétaire générale. Cette entrée par étapes, mais pleine et entière de la Bulgarie dans la famille européenne est décidément l'occasion de célébrer ensemble cet événement qui apparaît aussi comme un renforcement de la Démocratie en Europe. Plus l'Union européenne s'étendra, plus sera vaste et fort le camp des démocraties et des démocrates. Cela paraît une évidence.

Mais, si j'ai choisi d'aborder avec vous le thème de la Démocratie, ce n'est pas seulement pour que nous nous félicitions ensemble de voir l'apparent « triomphe de la démocratie ».

En effet, la situation réelle est sans doute moins brillante qu'elle ne le paraît au premier abord. C'est pourquoi j'ai orienté mon propos vers quelques remarques évidemment incomplètes sur les beaux côtés, mais aussi sur les ombres de la démocratie dans la période actuelle.

Mon objectif n'est certainement pas de tomber dans le dénigrement et le pessimisme. Tout au contraire, il s'agit d'examiner les choses avec lucidité afin de ne pas se contenter de discours autosatisfaits, mais dans le but de progresser vraiment et sans hypocrisie.

Par ailleurs, je précise que les quelques considérations que je me permettrai de faire, ne concernent pas spécialement les nouveaux membres de l'Union. Elles les concernent évidemment (ainsi nul n'ignore les réserves faites récemment par la Commission et le Parlement européen concernant les faiblesses de la Bulgarie ou de la Roumanie en matière de corruption, de justice, etc..). Mais elles s'appliquent aussi aux Anciens, à ces « vieilles démocraties » qui semblent a priori à l'abri des critiques alors que, en vérité, chez elles, on constate aujourd'hui une véritable crise de la démocratie.

Qu'en est-il ? Où en est-on ? Que se passe-t-il ? Pourquoi parle-t-on de **crise** alors que, en même temps, on parle de **triomphe** ?

Le triomphe, la lumière ont été aveuglants en 1989 et dans les années qui suivirent. La chute des régimes communistes, l'adoption par tous les anciens pays du Bloc de l'Est de régimes se réclamant de la démocratie pluraliste ont semblé marquer un tournant clair et sans appel.

Mais, finalement en adoptant un régime dit démocratique, qu'a-t-on fait ? On a adopté des **mécanismes**, une **ingénierie** dont les caractéristiques sont : l'élection au suffrage universel des dirigeants, notamment des membres du Parlement ; l'existence de plusieurs partis politiques ; l'existence de plusieurs journaux ou médias. En outre, pour que l'ensemble fonctionne et puisse prendre des décisions, les démocraties adoptent la règle de la majorité pour décider ; mais cette règle pratique doit être complétée par des règles de protection des minorités ou de la minorité politique.

Ces mécanismes que je viens de résumer rapidement, sont importants, nécessaires. Et les instances européennes (Conseil de l'Europe et Union européenne) ont eu raison et ont raison d'insister sur leur mise en place et leur bon fonctionnement.

Mais ce serait une erreur de se contenter de ces mécanismes pour considérer que la démocratie est correctement installée dans un Pays. Ce sont des éléments nécessaires. Mais ils sont insuffisants. Ils doivent être complétés par le respect de certains **principes**, de certaines **valeurs** sans lesquels on aura une démocratie formelle, mais sans consistance et sans réalité.

Le contenu substantiel, vous le connaissez : le respect des droits de l'homme, des libertés, le respect de l'état de droit, l'indépendance de la justice, la neutralité de l'Etat, l'absence de corruption en particulier dans les pouvoirs publics, etc...

C'est le respect de ces principes, de ces valeurs qui donne consistance à la démocratie. Mais ces principes et ces valeurs sont plus difficiles à respecter ou à faire respecter que ne le sont les simples mécanismes institutionnels de la démocratie. Au surplus, tout le monde n'est pas d'accord sur l'ensemble de ces principes ou valeurs. Il y a toujours une part de subjectivité dans leur appréciation. Pensons aux vives discussions qui précédèrent l'adoption de la Charte des Droits fondamentaux de l'Union ou la rédaction du préambule du Traité constitutionnel qui contenait précisément des références à ces valeurs.

En définitive, aujourd'hui, en Europe, tout le monde se réclame de la démocratie pluraliste. Officiellement seule la Biélorusse fait exception à la règle. Tous les européens considèrent que leur continent constitue désormais une oasis bienheureuse dans un monde encore largement dominé par des régimes non démocratiques.

Mais, dans les faits, des distorsions ou des dysfonctionnements se produisent qui peuvent susciter la déception et le mécontentement des citoyens au risque de fragiliser nos pays et l'ensemble de l'Union.

En disant cela, bien évidemment, je ne voudrais pas noircir le tableau et risquer de vous décourager d'entrer dans cette famille un peu bancal que serait l'Union européenne. Mais précisément, parce que nous sommes en famille, c'est normal de voir ensemble les problèmes afin d'œuvrer ensemble à trouver des solutions.

\*

\* \*

Parmi ces problèmes, je retiendrai quelques exemples, seulement quelques exemples car malheureusement il y en a d'autres !

Le premier qui me vient à l'esprit est la remontée du nationalisme dans pratiquement toute l'Europe. Ces tendances se retrouvent partout à l'Est comme à l'Ouest bien que les raisons ne soient pas toujours identiques.

A l'Est, en Europe centrale et orientale, on comprend pourquoi les citoyens, heureux de retrouver l'indépendance de leur pays, développent le désir – irréaliste évidemment et un peu fou – de conserver leur pleine souveraineté sans trop se préoccuper de solidarité avec les voisins ou de volonté commune au sein d'une Union dont ils ne comprennent pas très bien les avantages.

A l'Ouest, le nationalisme se développe aujourd'hui sur un terreau fait de difficultés économiques et surtout de difficultés sociales, de chômage et de malaise devant les menaces diffuses de la mondialisation ou devant les élargissements mal compris de l'Union européenne.

La France et la Bulgarie n'échappent pas à cette remontée de bouffées nationalistes. On le voit lors des élections. Ces tendances ne sont pas majoritaires ; mais elles sont préoccupantes et requièrent notre vigilance car le nationalisme renforce les forces centrifuges et peut aboutir à des conflits destructeurs.

Tout naturellement, le nationalisme s'accompagne de manifestations xénophobes, racistes et intolérantes. De nombreux pays d'Europe connaissent à nouveau l'antisémitisme même lorsqu'il n'y a plus de juifs sur leur territoire. Et lorsque ce n'est pas l'antisémitisme, c'est l'anti-islamisme qui prend le relais. Le nombre d'immigrés de religion musulmane en France, le développement du terrorisme plus ou moins d'origine islamique dans le monde, expliquent sans les excuser des phénomènes d'intolérance et de rejet.

Quant aux Roms, ou tsiganes, on constate que, partout en Europe, ils « posent des problèmes » et font l'objet de véritables violations des droits de l'homme au mépris de la Convention européenne des Droits de l'Homme du Conseil de l'Europe ou de la Charte des Droits fondamentaux de l'Union.

La Démocratie, dans ce contexte, est vidée, petit à petit, de sa substance. On risque d'aboutir à une caricature de démocratie.

Alors on se raccroche à l'idée que ces violations des principes ne sont pas graves si le peuple est d'accord avec ces violations. Ah le peuple ! Certes il faut l'écouter. Certes les mécanismes de la démocratie, le parlementarisme tels qu'ils fonctionnent aujourd'hui, ne comblent plus le fossé entre les gouvernants et les gouvernés, et il faut le regretter. Les citoyens se sentent frustrés, peu écoutés et mal compris. Mais pour combler ce fossé, faut-il succomber à la tentation du populisme et de la démagogie ?

En ce moment, je le vois en France, les hommes politiques cherchent par tous les moyens à renouer le fil avec les électeurs. Il en est de même des médias. Progressivement, le discours politique s'appauvrit, devient de plus en plus médiocre, contient de plus en plus de promesses irréalistes. La Démocratie disait Jean-Jacques Rousseau a besoin de citoyens vertueux. Aujourd'hui dans nos pays, force est de constater que la vertu est assez rare... et que la démagogie et le populisme se répandent... largement.

Un philosophe réputé et fort écouté par la classe politique, Pierre Rosanvallon, vient de publier un ouvrage intitulé « La contre-démocratie. La politique à l'âge de la défiance ». Effectivement il a raison. Nous sommes aujourd'hui plongés dans un climat de défiance et de méfiance, étrange et malsain dans des pays développés, évolués, et de traditions démocratiques très anciennes...

\*

\* \*

Concernant la crise actuelle de la démocratie, je mettrai aussi l'accent sur un autre exemple également préoccupant et qui porte lui aussi sur les idées, les principes, les valeurs, bref sur la substance qui nourrit la démocratie.

Il s'agit de la place des religions dans nos pays démocratiques.

Cette question pendant longtemps n'a guère soulevé de problème. A la fin du XXème siècle, dans la quasi-totalité des démocraties occidentales, religions et Etats coexistaient séparément et paisiblement.

Dans un pays comme la France, le principe de laïcité était très clair : séparation des Eglises et de l'Etat. Et dans les Pays qui ne connaissent pas ou ne pratiquent pas le principe de laïcité, les relations entre l'Etat démocratique et les religions étaient tout à fait sereines et la liberté des cultes respectée.

Aujourd'hui, on voit apparaître des phénomènes inquiétants qui, si l'on n'y prend pas garde, pourraient déstabiliser nos démocraties.

On voit apparaître de-ci de-là dans le monde et même sur notre territoire européen des pratiquants de religions – c'est le cas de l'Islam – dont certains interprètes intégristes ou fondamentalistes laissent penser qu'elles prônent la soumission de l'Etat à la religion. Evidemment, une telle interprétation n'est guère compatible avec nos valeurs démocratiques telles que nous les avons définies au XXème siècle.

En retour – et ce fut le cas lors des débats qui se déroulèrent pour élaborer la Charte des Droits fondamentaux et le Traité constitutionnel – certains chrétiens auraient voulu que soient expressément mentionnées les racines chrétiennes de l'Europe – ce qui est incontestablement vrai – mais cette revendication s'est heurtée à la crainte de ceux qui ont vu dans cette référence historique la volonté de placer l'Union européenne **sous** l'influence de l'Eglise. Et cela a semblé

intolérable.

Par ailleurs, cette irruption du thème religieux dans les débats européens est largement la cause du malaise concernant une éventuelle adhésion de la Turquie musulmane à l'Union européenne.

Bref, aujourd'hui, et contrairement à ce que l'on connaissait dans les premières années de la construction européenne, on voit ressurgir les questions religieuses que l'on croyait largement dépassées et résolues.

Est-ce un bien ? Est-ce ainsi que l'on redonnera consistance au rêve européen ? Est-ce ainsi que l'on redonnera une consistance à nos démocraties ? Sincèrement, je ne le crois pas.

Oui, j'ai parlé de principes, de valeurs, de l'importance des idées et des convictions.

Oui, ces principes, ces valeurs ont été souvent issus de traditions religieuses. Pourquoi le nier ?

Mais, aujourd'hui dans nos démocraties modernes, il semble sage et même indispensable de « laïciser » ces principes et ces valeurs et d'en faire un bien commun destiné à tous quelle que soit sa religion et même à ceux qui n'ont pas de religion du tout.

Je ne suis pas sûre que ce que je vous dis soit partagé par tout le monde. Je suis même sûre du contraire. Mais j'ai évoqué ce point devant vous à propos de la crise de la démocratie moderne car je constate avec regret que cette question est en train de devenir une vraie difficulté dans nos pays d'Europe et dans les relations de l'Europe avec les Pays tiers.

Cela fait partie des maladies de la démocratie pour lesquelles il faudrait rapidement trouver des remèdes ou plus exactement des vaccins préventifs...

\*

\* \*

Les ombres qui obscurcissent le ciel de nos démocraties et dont je n'ai pas parlé sont encore nombreuses.

Mais, je m'arrêterai là ayant déjà abusé de votre patience.

Je terminerai seulement en formulant un appel que j'ai déjà formulé ce matin devant un autre auditoire.

La Bulgarie entre dans l'Union européenne. Elle rejoint la famille. Et c'est très bien. Mais la famille - comme toutes les familles d'ailleurs - connaît des difficultés, des doutes, des interrogations d'autant plus vives que le monde a bougé, bouge encore et donne un peu « le mal de mer ».

Vous entrez dans la Maison. Vous attendez aide et soutien et c'est normal. Vous vous engagez à poursuivre vos efforts pour lutter contre la corruption, pour améliorer votre justice, pour développer l'esprit civique. On vous le demande et il faut le faire. Mais sachez aussi que nous, les vieux européens, nous avons besoin de vous, de votre vitalité, de votre dynamisme (8 % de taux de croissance. C'est votre performance. Nous en sommes loin). Nous avons aussi besoin de votre culture, de votre intelligence, de vos idées. Mais surtout, nous avons besoin de votre **expérience**. Pendant cinquante ans, vous avez vécu des années qui n'ont rien à voir avec ce que nous avons vécu pendant la même période. Vous avez connu un régime différent. Vous avez su ce qu'était la vie dans un autre système de pensée, avec d'autres principes, avec d'autres valeurs, une autre idéologie. Vous savez ce que nous, nous ne savons pas.

Et cela est irremplaçable.

Par ailleurs, par votre histoire, votre position géographique au sud-est de l'Europe, vous avez une connaissance de vos

voisins (les Balkans, la Turquie, les Pays de la Mer Noire), qui sont aussi nos voisins mais que nous connaissons et comprenons mal.

L'Empire ottoman, vous l'avez connu et vous en avez gardé de très mauvais souvenirs, mais vous connaissez aussi la Turquie moderne et ce que Atatürk vous a apporté de bon.

Vous connaissez mieux que quiconque la complexité des Balkans et vous avez joué un rôle modérateur tout à fait remarquable lors du dernier conflit.

Bref, n'ayez pas de complexe d'infériorité quand vous vous retrouverez dans les instances européennes, au Parlement européen ou ailleurs. Vous connaissez des choses que nous ne connaissons pas et vous pouvez considérablement aider l'Europe à éviter des erreurs, des négligences, des fausses solutions.

Nous attendons des intellectuels et des responsables bulgares, mais aussi des roumains, tchèques, polonais et les autres que vous nous ouvriez les yeux, que vous nous aidiez à comprendre.

Cela ne veut pas dire que vous ayez toujours raison. Loin de là. Mais ce dont je suis sûre c'est qu'ensemble nous affronterons beaucoup mieux que séparément les difficultés que nous rencontrerons dans ce siècle qui commence.